

Machines et machinations

Le débat entre Anselme Pétetin et Joseph Bouvery

Dans les « nouvelles diverses » de son numéro du 19 février 1832, *L'Echo de la fabrique* reproduit un extrait du journal *Le voleur* : « A la Louisiane on vient d'inventer un instrument qui, mu par la vapeur, creuse la terre, l'enlève et la jette de côté. Ainsi les gens qui vivent comme des machines, pourront se faire enterrer à la mécanique »¹. Cet extrait publié au lendemain de la première insurrection des canuts et alors même que leur journal est dirigé par deux des leurs - Antoine Vidal et Joachim Falconnet - témoigne, au mieux, sans doute, de l'optimisme pragmatique des artisans en soierie de Lyon face aux différents progrès en cours, technologique, politique ou économique. L'avenir leur apparaît assurément plein d'incertitudes et de périls inédits, mais, s'interrogent-ils, comment ce monde nouveau, ouvert, que, par exemple, les doctrinaires saint-simoniens, sans doute bien sûr un peu exaltés, anticipent pourtant opportunément comme un aménagement en commun et pacifique du globe - par tous les industriels - pourrait-il conduire automatiquement à cette aberration ? L'extrait décrit un monde sans vie, où seule l'activité absurde des machines se répète, sans variations ; toutefois, l'humour fait ici contrepoids et introduit la possibilité d'une prise de distance et donc d'une présence, d'une réaction et d'une participation toujours possibles des « gens », et notamment de ceux qui, au premier rang, auraient à subir cette évolution aveugle, ceux qui travaillent, échangent et donc agissent.

C'est une résistance similaire qu'oppose Joseph Bouvery quelques mois plus tard aux arguments magistraux que lui expose Anselme Pétetin sur le thème des machines. Cet échange, qui se déroule à l'automne 1832, apparaît comme une véritable controverse technologique dans laquelle les arguments opposés sur le thème de l'innovation recouvrent deux conceptions rivales de la société². Rien de binaire cependant dans cette controverse tant les deux hommes, le journaliste républicain et le chef d'atelier mutuelliste, partagent en grande partie une confiance commune dans le progrès politique et dans le progrès économique, dans la démocratie et dans la croissance et l'innovation. Ce sont en fait deux conceptions de la démocratie qui vont ici *in fine* s'opposer. Plus précisément, pour reprendre ici, en l'adaptant, une distinction faite bien ultérieurement³, alors que Pétetin va utiliser le thème des machines pour illustrer la pertinence de la République comme système de gouvernement, Bouvery va défendre la démocratie comme idée sociale.

¹ *L'Echo de la fabrique*, « Nouvelles diverses », numéro du 19 février 1832, p. 7.

² Michel Callon, « Pour une sociologie des controverses technologiques » [1981] ; Bruno Latour, « Le Prince : machines et machinations » [1986], repris dans Madeleine Akrich, Michel Callon et Bruno Latour, *Sociologie de la traduction*, Paris, Presses de l'Ecole des Mines de Paris, 2006 ; Madeleine Akrich, « Les formes de la médiation technique », *Réseaux*, n°60, 1993.

³ John Dewey, *Le public et ses problèmes*, [1927], Pau, Farrago / Editions Léo Scheer, 2003, p. 153. John Dewey, « La démocratie créatrice. - La tâche qui nous attend », [1939], *Horizons philosophiques*, vol. 5 (2), 1997.

L'expertise d'Anselme Pétetin

A l'automne 1832, cela fait un an qu'Anselme Pétetin a pris la tête du *Précurseur*. Ce journal, longtemps dirigé par Jérôme Morin, avait été le grand organe de l'opinion libérale lyonnaise sous la Restauration. En octobre 1831, pour succéder à Morin, les actionnaires hésitent entre Jean-Baptiste Monfalcon, un lyonnais plutôt proche du parti de « l'ordre », et Pétetin, et ils adoubent finalement ce dernier. Pétetin est alors un jeune – il a à peine vingt-cinq ans – et brillant journaliste parisien issu du milieu de la *Revue encyclopédique* de Marc-Antoine Jullien. Il partage le cosmopolitisme, la foi dans le progrès des civilisations, le projet de création d'une communauté savante, du groupe de la *Revue*⁴ (dont il sera l'un des éditeurs pour l'année 1831) mais se singularise aussi par l'acuité de ses anticipations sociales. En janvier 1831, partisan résolu du Parti du « mouvement », il souligne sa proximité de vues avec les opinions publiées dans *Le Courrier Français* ou dans *Le National* d'Armand Carrel mais ajoute que ces organes « n'envisagent guère, dans la politique, que la politique elle-même, abstraction faite de l'économie sociale ». C'est du côté de la doctrine saint-simonienne, nettoyée de son « verbiage théologique », qu'il faut, en partie, chercher les outils intellectuels nouveaux. En effet, en 1830, « ce n'était pas une révolution politique qui s'achevait, c'était une révolution sociale qui commençait »⁵. A Lyon, dès les lendemains de Novembre 1831, son évolution politique, et donc celle du *Précurseur*, seront rapides et il affichera de plus en plus résolument ses convictions républicaines. Il sera dès lors l'une des principales voix, avec Pierre Lortet et Jules Favre, de la fraction Girondine du vigoureux républicanisme lyonnais qui, au printemps 1832, créera la toute première Association pour la liberté de la presse.

Entre septembre et novembre 1832, alors que l'actualité politique porte sur le changement de gouvernement et sur l'arrivée d'un triumvirat de Doctrinaires au pouvoir (De Broglie, Thiers et Guizot), Pétetin va intervenir longuement et à plusieurs reprises dans *L'Echo de la fabrique* pour répondre aux arguments de Bouvery sur les machines⁶. Cette intervention est certainement invitée par le nouveau rédacteur en chef du journal des canuts, Marius Chastaing, qui, justement, n'est pas un chef d'atelier, mais plutôt un intellectuel républicain soucieux de faire l'éducation politique de ses lecteurs. Alors que Pétetin donnera la leçon à Bouvery, Chastaing exprimera par ailleurs son admiration pour l'œuvre de Jean-Baptiste Say, à la fois libéral sur le plan économique, et républicain sur le plan politique, ces deux

⁴ Barbara Revelli, « Correspondance et presse périodique. La *Revue Encyclopédique* (1819-1831) et le réseau de correspondance de Marc-Antoine Jullien », in Pirre-Yves Beaurepaire et Antony McKenna (dir.), *Réseaux de correspondance à l'âge classique*, 16^e-18^e, Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2006, p. 347-357.

⁵ Anselme Pétetin, « Revue des journaux de Paris », *Revue encyclopédique, ou analyse raisonnée des parutions les plus remarquables dans la littérature, les sciences et les arts*, janvier-mars 1831, p. 301-320, p. 316 et p. 306.

⁶ Le débat est lancé par un article de Joseph Bouvery, « A propos d'un article du Nouvelliste », *L'Echo de la fabrique*, numéro du 9 septembre 1833. Anselme Pétetin, « Des machines dans l'industrie », *L'Echo de la fabrique*, numéros du 16 septembre, 7 et 21 octobre 1832 ; « Au rédacteur », numéro du 18 novembre 1832.

versant semblant s'emboîter naturellement. L'intervention de Pétetin est remarquable sur au moins quatre registres :

- Le journaliste place cet échange sous le signe de la « discussion », évoque même le « flambeau de la discussion publique »[2]. Toutefois il se ménage la position d'expert et ne place pas ses arguments au même niveau que ceux de Bouvery. Significativement, il reproduira d'ailleurs ses articles, mais non les réponses de Bouvery, dans la grande tribune progressiste de Lyon, dans le *Précurseur*⁷. Pétetin se présente comme familier de « l'étude de la politique et de l'économie sociale » : il est là, dans les pages du journal des canuts, pour enseigner un « *credo social* » appuyé sur les acquis indiscutables des nouvelles « doctrines économiques et politiques ». Alors, lorsque la controverse s'intensifie avec Bouvery, il explique qu'il « a trouvé son argumentation un peu confuse et qu'il [lui] est assez difficile d'en découvrir les liaisons ». Le bruit ne peut ici provenir que d'une erreur de transmission entre la source, du savoir, et le récepteur, ce dernier probablement un peu lent : « c'est moi, sans doute, qu'il faut en accuser, car si j'avais mieux posé mes raisonnements, il [Bouvery] n'aurait pas manqué de les suivre dans leur enchaînement logique ». [Bouvery est un témoin du passé].
- Les doctrines économiques évoquées sont celles de Jean-Baptiste Say, de Simonde de Sismondi et, finalement, des saint-simoniens. Ces derniers présentent, grâce à leur conception de la propriété, fonction sociale, une synthèse entre la volonté de croissance industrielle présentée par Say et le souci de régulation sociale exprimé par Sismondi. Cependant, le problème de l'économie demeure, prioritairement, celui de la croissance et de la production : comment multiplier les richesses ? Ce problème met au premier rang la question des machines, si supérieure à l'homme à ce niveau. Et ce problème, pour être correctement et distinctement posé, doit être posé à un niveau *macroscopique* : « supposons donc la mécanique poussée à son plus haut point de perfection dans toutes les subdivisions de toutes les industries ; supposons, non des milliers de machines, mais une seule et complète machine qui résume toutes les autres, comme dans un mécanisme qui renferme une multitudes de ressorts, tous les rouages se combinent pour produire un dernier et unique résultat ». La production est ici multipliée –« plus de bien-être sans fatigue de production » - et l'homme lui-même peut devenir étranger à ce domaine entièrement mécanisé puisque on dispose d'une « grande machine qui accomplit par un seul moteur tout le travail industriel de la France... qui, en un mot, ne laisse rien à

⁷ Anselme Pétetin, *Le Précurseur*, numéros du 20 septembre, 27 et 28 octobre, 24 novembre 1832.

faire au bras de l'homme de tous les travaux qui composent l'industrie ». On a donc là un traitement définitif et général du problème économique.

- Le domaine spécifiquement humain, le « point de vue politique », porte dès lors sur le contrôle, de l'extérieur, de cette « machine universelle ». Il est nécessaire de disposer ici d'un outil politique à la mesure de cette machine : il faut donc « créer cette puissance centrale et protectrice qui règle tous les progrès et adoucisce toutes les souffrances [...], empêcher que les améliorations tournent au profit exclusif de quelques individus [...], prohiber, sans violer aucun droit, la concentration des capitaux dans un petit nombre de mains [...], veiller à ce que les produits soient répartis avec équités, entre tous les membres de la famille sociale ». Ici, la solution passe donc par l'établissement d'un « bon » gouvernement, un gouvernement républicain assis sur le suffrage de « tout ce qui possède à la fois, capacité, moralité et activité ». Il faut donc permettre le développement de « véritables institutions électives » permettant l'expression et la représentation de tous les intérêts ; en résultera, au final, un nouvel équilibre général, à la fois politique et économique.
- Cette république contrôlant la « machine universelle » dessine la direction inéluctable du progrès : « il faut que le monde marche à travers de tous les intérêts égoïstes et de toutes les passions particulières, il faut que le progrès arrive malgré les clameurs, malgré les sanglots et les pleurs des individus et des castes ». Comment régler, comment accélérer cette marche pour arriver au terme du progrès, comment dans l'intervalle gérer les transitions ? D'un côté, des travailleurs vont être déclassés par l'emploi croissant des machines, mais c'est la mission « d'un gouvernement moral et intelligent » d'occuper ces bras, problème relativement bénin et secondaire pour Pétetin, la solution étant ici évidente. D'un autre côté, la classe actuelle des oisifs, cette nouvelle aristocratie d'argent détentrice de la propriété, fera obstacle au progrès. Ici, la solution est plus radicale et doit consister à éradiquer cette résistance : « il n'y a point d'affection, il n'y a que des antipathies de classe à classe ; il n'y a qu'une hostilité de fait et de raison ; il n'y a que le combat, que la lutte, qu'un antagonisme qui est le fait lui même, et sans lequel il n'y aurait plus de classes ».

L'argumentation de Pétetin est typiquement celle d'un intellectuel républicain à deux niveaux. Premièrement, son discours se réclame de l'objectivité d'un savoir conceptuel apte à découvrir puis enseigner une solution générale et définitive aux problèmes de l'organisation sociale. ; le local, le quotidien, le transitoire sont euphémisés. Deuxièmement, cette

solution éclipse les pratiques économiques (l'économie est une simple technologie) pour ne se situer qu'au niveau du politique et, notamment, de la construction d'un type de comportement politique normal. C'est ce double présupposé que va venir heurter l'opinion de Bouvery : « Il est fort aisé de dire que le gouvernement, *s'il était bon*, devrait guérir avec sollicitude les maux particuliers enfantés par le progrès général ; mais il est plus difficile de dire comment, surtout si, comme dans la question qui nous occupe, il faut renverser les termes de la proposition et *faire des maux particuliers un mal général* ».

Interrogations, doutes et perplexités de Joseph Bouvery

En 1832, Joseph Bouvery est l'une des principales autorités du mutuellisme. Quatre ans plus tôt, c'est lui qui, suite, aux atermoiements de Pierre Charnier, a véritablement concrétisé le mouvement, se plaçant à la tête du « Devoir Mutuel », devoir de surveillance, indication, secours et assistance entre chefs d'ateliers en soierie. La réforme des abus industriels, la création d'un bureau ouvrier de placement, l'assistance et le secours mutuels étaient au cœur de ce projet. En octobre 1831, c'est encore lui qui a présidé l'assemblée générale des chefs d'ateliers lorsque se discutaient face aux négociants, et sous l'autorité du préfet Bouvier-Dumolart, les nouveaux tarifs. Au lendemain de Juillet 1830, le mutuellisme est sans aucun doute encore très marqué par le « mysticisme compagnonique »⁸ ; mais on peut tout autant souligner son évolution politique rapide alors que se transforme en quelques mois idées et pratiques de l'association, et insister également sur le fait qu'un homme comme Bouvery était l'héritier de cette démocratie d'ateliers née du fonctionnement singulier de la fabrique dispersée et ayant appris depuis une trentaine d'années à exprimer ses intérêts aux séances du Conseil des prud'hommes⁹.

Bouvery se présente comme un « prolétaire » cherchant conseil et faisant « appel aux hommes éclairés »¹⁰. Toutefois, lorsque la controverse va s'intensifier, il se montrera de plus en plus défiant et sarcastique vis-à-vis d'une certaine connaissance conceptuelle péremptoire que lui présente son cadet, Pétetin : « dans des questions pareilles, va-t-il lui rétorquer, il ne suffit pas de se tenir dans le vague des observations et des généralités, il faut présenter une solution ou reconnaître son impuissance ». L'expertise de Pétetin, « spirituel publiciste », paraît même manquer l'immanquable : « je m'étonne, souligne Bouvery, que des esprits élevés, des intelligences supérieures ne se préoccupent pas davantage des dangers que peuvent

⁸ Fernand Rude, *L'Insurrection lyonnaise de novembre 1831. Le mouvement ouvrier à Lyon de 1827-1832*, Paris, Editions Anthropos, 1969, p. 144.

⁹ Sur ce point je renvoie aux deux textes d'Alain Cottureau, « The Fate of Collective Manufactures in the Industrial World : The Silk Industries of Lyons and London 1800-1850 », in C. F. Sabel et J. Zeitlin (dir.), *World of Possibilities : Flexibility and Mass Production in Western Industrialization*, Cambridge University Press, 1997 ; « La désincorporation des métiers et leur transformation en publics intermédiaires : Lyon et Elbeuf 1790-1814 », in S. Kaplan et P. Minard (dir.), *La France malade du corporatisme ?*, Paris, Belin, 2004.

¹⁰ Joseph Bouvery, « A propos d'un article du Nouvelliste », *L'Echo de la fabrique*, art. cité ; « Sur un article du Nouvelliste (suite) et réponse à M. Pétetin », n° du 23 septembre 1832 ; « Un dernier mot à M. Pétetin », n° du 4 novembre 1832.

faire courir à la société une population de quinze à vingt millions de prolétaires poussés par la misère et le désespoir sur les places publiques de nos cités, et demandant à grands cris du travail ou la mort ». A cette cécité républicaine, Bouvery oppose déjà une autre référence, fouriériste, lorsqu'il mentionne la « vieille société gangrenée au cœur par l'excès de civilisation ».

L'argumentation généreuse de Pétetin éclipse pourtant un *fait* fondamental, et un véritable paradoxe. Les machines et le progrès économique se paient, dans le présent, au quotidien, par une somme de souffrances physiques et morales croissantes pour une part grandissante de la population active. L'exemple anglais, si souvent montré en exemple par des hommes de progrès – Barthélémy Arlès-Dufour, par exemple, à Lyon – est ici parfaitement inquiétant, même pour qui manie l'hyperbole ; là, en effet, piétinant des populations entières d'hommes, femmes et enfants, « la mécanique menace d'envahir sans exception toutes les professions ». Or, face aux arguments rassurants d'un Pétetin expliquant qu'à long terme, comme dans l'imprimerie, ce processus conduit globalement à un équilibre supérieur en matière de bien-être, Bouvery rappelle que : premièrement, ce processus amène, dans le présent, un lot impressionnant de souffrances vécues et ressenties ; deuxièmement, qu'on est sûr de rien concernant l'issue providentielle de ce processus qui, laissé à lui-même, semble tendre vers un surcroît d'inégalités et d'insécurité ; troisièmement, qu'une véritable modernité politique et morale, que ne cessent de chanter les intellectuels progressistes, devrait commencer, au minimum, par la possibilité laissée à chacun de s'interroger sur ce processus, d'en peser les coûts et d'en évaluer les bénéfices réels. Ce *fait* est donc rappelé, martelé, en quelques mots par Bouvery : « un malaise horrible tourmente la société ; [...] ce malaise prend sa source dans l'état précaire des travailleurs qui, en s'éclairant, s'aperçoivent que leur existence est chaque jour menacée de plus en plus, par la concurrence, l'intervention des machines et l'égoïsme, et qui s'agitent pour écarter d'eux ce cauchemar qui les écrase ».

Pétetin, comme Bouvery, situe le but de la réforme sociale dans « l'amélioration du sort moral et matériel des travailleurs ». Mais les deux hommes diffèrent quand aux moyens pour y parvenir. Bouvery voit parfaitement que Pétetin résume ces moyens à un changement des « systèmes de gouvernement ». Dans l'argumentation du rédacteur du *Précurseur*, il n'est question que « d'institutions républicaines » et « d'appel au pouvoir de toutes les capacités ». Bouvery critique cet exclusivisme et ce radicalisme. Il explique qu'il ne croit pas « au principe électif pris dans sa plus grande extension ». Bouvery redoute ici deux choses : premièrement, la tendance à la concentration du pouvoir politique dont est porteuse l'idée républicaine ; deuxièmement, la normalisation des comportements politiques qu'elle postule comme étant naturelle. Pétetin va assurer que son idée de république tourne le dos aux anciennes exigences en matière de vertus républicaines, qu'elle procède, au contraire, de l'observation d'un individu réel, éduqué pour reconnaître, défendre et faire représenter son « intérêt bien entendu ». Bouvery mettra constamment en doute la portée de ce renouvellement : les nouveaux républicains dynamisent bien leur ancienne conception du comportement politique grâce aux idées de progrès et

d'éducation, mais leur approche se résume toujours à un individualisme : il est question ici, une nouvelle fois, de la constitution d'un individu nouveau faisant raisonnablement le choix d'un système politique réglant définitivement et automatiquement tous les problèmes de domination. Les objections à adresser à ce schéma sont bien connues : il « suppose les hommes tels qu'ils devraient être et non tels qu'ils sont », note Bouvery, et dès lors, dans l'expérience, il conduit à un monde où domine non la capacité mais « l'intrigue » et qui peut rapidement, pour les non convaincus, se donner un « air de tyrannie ». Sermonné par Pétetin qui lui reproche d'être imperméable aux vérités nouvelles, Bouvery se montrera plus direct : « ce que l'on nomme si fastueusement le progrès, n'est qu'une prime d'encouragement accordée à toutes les passions mauvaises de l'humanité, pour se produire et se développer librement ».

Bouvery estime donc qu'il faut repartir du problème lui-même et non chercher la solution à un niveau supérieur : le nouveau monde industriel produit de l'émulation et de l'innovation, génère des richesses, mais développe simultanément deux tendances négatives : premièrement, des populations entières sont déclassées lors de ce processus, deuxièmement, le pouvoir économique se concentre entre quelques mains. Ces phénomènes réels ne peuvent être combattus par la chimère politique de la création d'un individu nouveau. Répondant à Pétetin, Bouvery écrit ici : « Il veut changer les systèmes de gouvernement, et moi je voudrais changer les idées, parce que je crois que les choses sont plus fortes que les hommes, et que tous le problème à résoudre consiste à faire comprendre aux classes élevées de la société que cette amélioration est la condition sine qua non de leur bien-être et de leur repos futur ». Ce n'est donc pas d'une régénération psychologique dont a besoin ce monde nouveau pour être rectifié, mais d'un changement des « choses » autorisant une correction des « idées ». Ce qu'explique Bouvery, c'est que ce sont institutions et valeurs nouvelles qui doivent être édifiées et constamment éprouvées collectivement dans le cours de l'évolution industrielles. C'est en ce sens que doit s'interpréter l'appel à la collaboration des « classes élevées », retardataires dans le présent, à Lyon plus encore qu'ailleurs ; alors que les intérêts des chefs d'ateliers s'inscrivent plus directement dans le sens de l'évolution. Quelles sont ces institutions qui doivent encadrer un progrès économique - machine et concurrence - que Bouvery ne remet pas en cause¹¹ ? Il faut des institutions qui tolèrent les écarts, évitent les exclusions, par le haut et par le bas. Il est donc nécessaire, par un système fiscal approprié et appuyé sur l'impôt progressif, de contrôler les richesses, de taxer le « superflu » des classes aisées, et ainsi de permettre une redistribution en direction des salariés et des déclassés. Pour les premiers, cette redistribution permettra d'envisager une véritable loi des salaires, c'est-à-dire une loi fixant un salaire minimal équitable, et prévoyant les moyens de défendre ce salaire. Pour les seconds, la redistribution permettra l'établissement « d'ateliers de travaux publics » permettant l'emploi et la rémunération, à un tarif similaire au salaire minimal, de ceux ayant été, pour un temps, déplacés par l'innovation. Bouvery explique que le coût de ce dispositif peut être chiffré, même schématiquement : la captation fiscale du surplus pourrait

¹¹ « Je poserais en principe que l'emploi des machines et la concurrence étant des faits accomplis, il n'y a pas lieu à arrêter leur développement ».

permettre un doublement du budget de l'Etat et des communes, autorisant ici un doublement des revenus, pour les salariés et pour les employés des ateliers publics. Bouvery n'est donc pas dans le vague des généralités, il propose un changement et s'interroge, à plusieurs reprises, sur les raisons qui pourraient empêcher d'expérimenter ce projet ; le maintien de la coopération, dont est virtuellement porteur le nouveau monde de l'industrie, coopération qui est de l'intérêt de tous, est au prix de ce type d'expérimentation ; refuser cette voie ne pourra conduire qu'au désastre : « nous avons eu la révolution de l'orgueil, nous aurons la révolution de la faim ».

« machine », « procédé », « mécanique » dans *L'Echo de la fabrique*

Les usages du terme « machine » dans les pages de *L'Echo de la fabrique* confirment que la question du contrôle social de la Fabrique demeure l'enjeu central de tous les débats. Plusieurs registres doivent être distingués, la machine apparaissant successivement adversaire ou allié suivant qu'elle diminue ou accroît le degré de maîtrise que les chefs d'ateliers pouvaient acquérir sur leur environnement naturel et social. La machine est adversaire lorsqu'elle crée une distance, un éloignement, une séparation ; elle est au contraire un allié lorsqu'elle permet participation et communication.

La machine, c'est d'abord la création des autres, des Anglais, l'arme qu'ils utilisent dans les grandes manufactures de coton pour discipliner les ouvriers et conquérir les marchés extérieurs. On évoque les « machines économiques » des « manufacturiers anglais » et notamment leur « machine à vapeur » omniprésente dans les « fabriques de coton ». Là, l'ouvrier est pressuré par la contrainte de rentabilité économique, il est impuissant, désarmé, isolé, son propre enfant étant même séparé de lui pour être « attaché dès l'âge de cinq ans à l'esclavage d'une machine » (n° du 1^{er} et du 22 janvier 1832) ; plus fondamentalement, l'ouvrier est, dans ce système économique et technologique, en trop, simple substitut de qualité secondaire : « Et lorsque le prolétaire ayant faim, leur dira : voilà mes bras, employez-les, faites-les fonctionner ; je suis votre machine, pourront-ils (les manufacturiers) toujours lui répondre : qu'avons-nous besoin de tes bras, nous en avons plus qu'il n'en faut, tout se fait à la vapeur » (n° du 28 octobre 1832).

Toutefois, la machine c'est alors aussi tout un ensemble de nouvelles merveilles technologiques qui sont décrites, présentées, louées dans les pages de *L'Echo de la fabrique*. On évoquera surtout les progrès des transports et des communications, entre-autres, un « bateau sous-marin », une « voiture à vapeur sur route ordinaire », et on développera longuement la présentation du « chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon », inauguré en 1832. La machine apparaît également comme un allié lorsqu'il est question de prévenir son exportation, son départ. De nombreux articles mentionnent le caractère catastrophique de « l'exportation des machines » lyonnaise vers la Suisse ou l'Angleterre. Mais ici, et c'est essentiel, les termes de « machine », « mécanique », « procédé » sont interchangeables. Plus généralement tout le registre de description du processus collectif de fabrication d'innovations incrémentales mis en place par les acteurs de la Fabrique sollicite indistinctement les termes « procédés », « mécaniques », « machines », voire « inventions ». Ce n'est qu'identifiée à un procédé que la machine acquiert dans le vocabulaire des canuts un sens positif.

Au niveau social la même ambivalence sur l'usage du terme machine resurgit. Lorsque le fouriérisme va se diffuser et s'imposer dans les pages de *L'Echo de la fabrique*, on parlera de « procédé sociétaire » et de « mécanisme sociétaire », mais jamais de « machine sociétaire ». Là encore l'usage du terme machine va plutôt caractériser une perte de contrôle, un automatisme dérégulé. On parlera, en effet, d'une « machine sociale », vieille et disloquée, et d'une « machine gouvernementale »,

compliquée et hors d'atteinte, deux réalités qui rendent possible l'assimilation de l'ouvrier à une « machine à produire », une machine à travail », une « machine qui mène une autre machine ».

Quelques suites du débat de 1832

Trois prolongements permettent de suivre ce débat dans les mois cruciaux succédant à l'automne 1832. Nous verrons d'abord que Pétetin, toujours plus républicain, poussant la logique de ses arguments émancipateurs à son terme, préconisera finalement, sur le terrain secondaire de l'organisation économique, la disparition du système de la Fabrique dispersée, le rassemblement des ouvriers dans les manufactures, l'uniformisation de leur mode de vie et la hiérarchisation des décisions d'entreprises. Nous soulignerons également que, lorsque le débat sur les machines et la référence à l'opposition Say/Sismondi resurgira en 1834, ce sera surtout pour taire, censurer ou qualifier d'utopique l'expérience en voie de formation, sous l'influence d'un fouriérisme pratique, d'une première coopérative de consommation ; nous évoquerons enfin comment, à l'occasion des célébrations en l'honneur de Jacquard, s'observent, sous la houlette de Léon Boitel, les premières tentatives dans la littérature de ce temps, pour effacer les traces de cette « démocratie turbulente des chefs d'ateliers » et pour réécrire dans un style plus adéquat l'histoire officielle des progrès économiques et politiques.

Pétetin et les « grandes manufactures »

Au cours de l'année 1833, Pétetin va accentuer une argumentation que les chefs d'ateliers de Lyon pouvaient simultanément trouver généreuse et complice de certaines de leurs aspirations mais aussi naïve, incohérente et finalement dangereuse pour leur cause. Rapidement, le *Précurseur* se range aux côtés de la nouvelle *Revue encyclopédique* qu'ont investi les dissidents saint-simoniens, Hyppolite Carnot et Pierre Leroux. Commentant un article de Pierre-Mathieu Laurent, Pétetin écrit que « la Revue Encyclopédique est depuis un an, le travail de philosophie politique le plus complet et le plus avancé qui soit en Europe »¹². Il va en partager, de Lyon, les principaux engagements, qu'ils concernent la représentation politique de tous, notamment des prolétaires, le soucis de décentralisation ou encore la critique constante du caractère de plus en plus conservateur du gouvernement doctrinaire. En février et mars 1833 il prend la défense des chefs d'ateliers lyonnais dont l'association est en butte désormais à l'article 415 du code pénal. L'association n'a rien de militaire ni de politique, explique Pétetin, « c'est une classification établie pour surveiller l'exécution d'un contrat mutuel entre tous les associés ». Le pouvoir orléaniste devrait comprendre que les choses bougent et que « c'est dans l'industrie aujourd'hui qu'un droit nouveau demande à prendre place » exigeant, pour l'émancipation des travailleurs, un « droit social », une « loi de salaires ». Cependant,

¹² Pierre-Mathieu Laurent, « Le tiers-état et les prolétaires », *Le Précurseur*, n° du 25, 27 et 29 janvier 1833, note 1.

Pétetin rappelle aussi que tout cela ne pourra s'affirmer, se conquérir, que par le politique : « nous disons que la réforme industrielle n'arrivera pas sans la réforme politique »¹³. Alors, un peu plus tard, s'il pourra bien encore louer la « démocratie turbulente des chefs d'ateliers »¹⁴, ce sera toutefois en l'exportant hors du domaine économique, là où justement, pour les chefs d'ateliers, elle se fabriquait. Cette sur-estimation du politique – seul terrain de l'émancipation réelle – se verra confirmée un peu plus tard. Durant l'été 1833, Pétetin va aborder dans une longue série d'articles la « question lyonnaise », la « Fabrique de Lyon ». La résolution de cette « question lyonnaise » passe alors par diverses mesures (notamment une réforme de la fiscalité), mais s'interrogeant toujours sur les moyens d'assurer une « intime alliance des bourgeois et des ouvriers » qui, à Lyon, ne peut s'entendre que comme une « association des fabricants et des ouvriers », Pétetin se prononce finalement pour le système des « grandes manufactures ». Dès le 6 mars il note donc, parmi les mesures qu'un bon gouvernement, républicain, devrait prévoir, « l'établissement de grandes manufactures dans la ville si les octrois sont changés, hors de la ville si l'on persiste dans le système actuel d'impôts ». Il poursuit, « ces manufactures auront deux résultats : elles feront vivre les ouvriers beaucoup mieux et à meilleur marché ; en second lieu, elles permettront d'intéresser les chefs d'ateliers ou contremaîtres, et de couper ainsi dans sa racine l'hostilité des deux classes d'industriels qui maintenant se livrent une si déplorable guerre ; - enfin elles mettront fin à ces milliers de petites entreprises de fabrique, qui n'étant soutenues ni par le talent ni par des capitaux suffisants périssent pour la plupart misérablement après avoir nui autant que possible à toutes les entreprises établies et à l'industrie lyonnaise en général »¹⁵. En juillet 1833, il revient longuement sur cette organisation de l'industrie, appuyée, insiste-t-il sur les enseignements de l'économie politique, mais où se retrouve surtout l'inspiration saint-simonienne. Posant, par hypothèse, que la production lyonnaise de la soie, se divise en quarante genres de fabrications, il présente un véritable plan d'organisation rationnelle de cette industrie :

« 1° que des capitaux soient apportés en commandite pour la fondation de quarante maisons d'importance différente mais d'organisation semblable.

2° que des fabricants actifs, des industriels véritables soient placés à la tête de chacune de ces maisons, comme gérants dirigeant une société où tous les employés seront associés ; qu'une seule administration surveille la fabrication et la vente ; et que les frais d'exploitation de toutes les maisons qui opèrent maintenant sur tel ou tel genre, soient réduits aux dépenses d'une seule maison.

3° que la nature de l'association pour les employés, chefs d'atelier et compagnons soit un salaire fixe d'abord, équivalent au strict nécessaire, et puis une part dans les bénéfices annuels, part accumulée en fonds de réserve, et en caisse de retraite.

4° que pour la nourriture et l'habillement des compagnons on prenne autant que possible des mesures d'uniformité afin de réduire pour la communauté des approvisionnements les dépenses faites par chacun. Il est certain que cent ménages

¹³ Anselme Pétetin, « Lyon », *Le Précurseur*, n° du 26 février et du 3 mars 1833. Reproduit dans *L'Echo de la fabrique*, n° du 3 mars 1833.

¹⁴ Anselme Pétetin, « Lyon », *Le Précurseur*, n° du 12 mars 1833.

¹⁵ Anselme Pétetin, « Question lyonnaise », *Le Précurseur*, n° du 6 mars 1833.

nourris et entretenus de cette façon ne coûteront pas plus que ne dépensent aujourd'hui cent-cinquante familles d'ouvriers.

5° Enfin nous demandons que le gouvernement, s'il en est besoin dans une ville qui regorge de capitaux, se fasse commanditaire des premières maisons qu'on tentera de fonder, mais commanditaire simple, sans aucune intervention dans l'organisation et l'administration des sociétés »¹⁶.

Le débat de l'automne 1834

Après la seconde insurrection, c'est sous le titre *L'Indicateur* que se fait réentendre la voix du mutuellisme. Il semble que se soit un jeune républicain transfuge de *La Glaneuse*, Eugène Dufaitelle, qui, les premiers temps, signe les numéros introductifs du journal. Or, immédiatement, il développe une critique frontale du principe abstrait de concurrence et de ses zéloteurs : « aujourd'hui toute la France, et particulièrement la patrie de M. Say, Lyon, attaque le système de la libre concurrence et fait retour aux idées françaises d'organisation et de direction »¹⁷.

Cette opinion est violemment attaquée dans le journal concurrent, *La Tribune prolétaire*, que dirige Marius Chastaing et qui prolonge l'entreprise de *L'Echo des travailleurs*. Le rédacteur commence d'abord par préciser que concurrence et machinisme, correctement encadrés sur le plan politique par un étroit réseau de lois protectrices,, constituent indiscutablement des bienfaits. Les mutuellistes ont, une nouvelle fois, manifesté ici leur tendance passéiste et exprimé leur refus du progrès. En effet, ils ont adopté, selon Chastaing, les opinions de Sismondi. « *Corporation, monopole, privilège* » résumant les préférences de l'économiste genevois, sensible uniquement aux « intérêts matériels » et qui a adopté comme maxime, « chacun chez soi, chacun son droit ». A cette tendance rétrograde s'opposent les arguments généreux de Say ; « on ne peut concevoir », va écrire Chastaing qui avait déjà plusieurs fois loué l'auteur d'*Olbie*, « aucun progrès en dehors de la doctrine de Say ». La devise est, pour ce dernier, « *laissez faire, laissez passer* », et l'économiste français accorde ici préférence aux « intérêts moraux » sur les « intérêts matériels », adoptant alors pour maxime « fraternité universelle ». Une nouvelle fois est donc posée – mais sans emprunt, comme chez Pétetin, à l'économie saint-simonienne – une sorte de compatibilité naturelle entre l'économie politique libérale et le gouvernement républicain. Chastaing mentionne d'ailleurs la « foi [...] à la marche triomphale et pacifique du drapeau tricolore, emblème de liberté et d'égalité. Cette marche ne peut avoir lieu que par la réunion de tous les peuples dans une même famille, et en s'opérant, cette réunion fera tomber nécessairement toutes les barrières, toutes les prohibitions, tous les monopoles. Une immense concurrence en sera le résultat naturel »¹⁸.

Pourtant, Chastaing ne pouvait ignorer que la doctrine que butinaient alors les canuts de Lyon n'était pas celle de Sismondi, économiste assez isolé à l'époque, mais celle de Charles Fourier, que bricolaient pour l'adapter alors à la situation lyonnaise des hommes impliqués dans la Fabrique, Jacques Rivière Cadet ou Michel-Marie

¹⁶ Anselme Pétetin, « Industrie lyonnaise », *Le Précurseur*, n° du 13 juillet 1833.

¹⁷ Eugène Dufaitelle, « Constitution actuelle de l'industrie », *L'Indicateur*, n° du 9 novembre 1834.

¹⁸ Marius Chastaing, « Du sort des ouvriers dans les manufactures », *Tribune prolétaire*, n° du 9 novembre 1834.

Derrion. Les textes que Dufaitelle publiait depuis fin septembre 1834 évoquaient la « plaie sociale » que représentaient agioteurs et autres spéculateurs et proposaient déjà de reconquérir quelques marges d'autonomie par le moyen « d'achats faits collectivement ». Le « désordre commercial » était inhérent à un système laissé à la « liberté industrielle », et le fouriérisme donnait ici quelques solutions pour écarter ou dévier cette oppression ; entre décembre 1834 et janvier 1835, Michel-Marie Derrion allait publier dans *L'Indicateur* son projet « d'amélioration industrielle » par le biais d'épicerie coopératives et allait présenter les premières étapes de réalisation de ce projet¹⁹ ; significativement, Chastaing allait moquer sous deux angles presque opposés ce projet y voyant tantôt une pure utopie, tantôt une « idée empruntée et rabougrie du système de Fourier ». L'intellectuel républicain passe pourtant ici à côté du problème ; ce qui était virtuellement au cœur du message de Fourier, et absent des horizons radieux imaginés tant par les saint-simoniens que par les républicains, était le travail pris au sens large comme activité libre de création et d'aménagement de l'environnement social et naturel. En juin 1833, le *Journal des intérêts moraux et matériels* que publie Louis Babeuf à Lyon reproduit un article d'Abel Transon et souligne que l'association nouvelle à imaginer et inventer doit solliciter « l'idée capitale de rendre le travail *attrayant*, de sorte que chacun y soit entraîné librement et par *passion* »²⁰.

Les célébrations autour de Jacquard

Un an après la mort de Joseph-Marie Jacquard, paraît dans la toute première livraison de la *Revue du lyonnais*, une nécrologie signée Léon Faucher. C'est donc un économiste libéral parisien qui signe cet extrait sur une grande figure locale, dans un organe voué pourtant à la décentralisation littéraire. Le récit de Faucher mobilise clairement certains registres de l'économie politique de Say pour rendre compte de cette innovation. Jacquard en effet, est un être d'exception, tant pour l'intelligence que pour la morale, un être que sa « destinée » empêchait de se fixer dans les « régions inférieures du travail ». Son père n'était qu'un « maître-ouvrier », et le biographe préfère s'attarder sur le propre fils de Jacquard, un républicain qui marcha avec les armées révolutionnaires et « couvrit son père d'une cocarde tricolore ». Cet inventeur se révéla hors et même contre son milieu ; il fut longtemps un incompris et quelques rares acteurs eurent la clairvoyance de percevoir la portée du métier à tisser nouveau qu'il avait découvert ; Napoléon lui offrit un asile dans une institution savante véritablement consacrée au progrès technique, le Conservatoire National des Arts et Métiers, et, à Lyon, quelques entrepreneurs véritables, Depouilly et Schirmer, suivis par la suite d'autres fabricants, captèrent cette invention pour en faire une véritable innovation. Durant toute sa vie l'inventeur que fut Jacquard fut en butte aux préjugés de son milieu, et notamment les canuts : « Lorsque Jacquard voulut introduire sa machine, les ouvriers s'ameutèrent contre lui. De toutes parts on le

¹⁹ Michel-Marie Derrion, « Amélioration industrielle », *L'Indicateur*, n° du 20 et 28 décembre 1834, du 4, 11, 18, 25 janvier 1835.

²⁰ Abel Transon, « Art d'organiser socialement les travaux de culture, fabrique, ménage, commerce, éducation, science et beaux-arts », *Journal des intérêts moraux et matériels*, numéro de juin 1833, p. 268.

dénonçait comme l'ennemi du peuple, et l'homme qui devait réduire les familles à la mendicité. Trois fois sa vie fut menacée, et cette haine aveugle en vint à une telle exaspération, que les prud'hommes crurent devoir détruire publiquement le nouveau métier. Il faut mis en pièce, sur la place des Terreaux, aux acclamations des spectateurs »²¹. Pourtant, poursuit Faucher, la vitalité actuelle de la Fabrique de Lyon, son essor et sa croissance rapide depuis 1815, témoignent de la valeur de cette innovation ; les canuts eux même en furent les bénéficiaires eux qui, avant l'introduction du Jacquard composaient « une race misérable et abâtardie » ; désormais, autour de 1830, « cette race de *crétins* est devenu une population virile »²².

Ce court récit de la vie de Jacquard est sévèrement mis en cause dans *L'Indicateur* par un chef d'atelier signant *Un vieux solitaire des remparts* qui le qualifie de « tissu, aussi fabuleux que mensonger ». L'auteur voit bien ici que les « étranges absurdités » de cette histoire sont en fait des calomnies permettant de faire passer les canuts pour des « demi sauvages ». Se présentant comme un témoin des premières utilisations de la mécanique Jacquard à Lyon peu après 1800, ce chef d'atelier présente trois rappels : premièrement, il affirme que, contrairement à la légende, Jacquard n'a jamais été persécuté par les ouvriers en soie de Lyon ; deuxièmement, il souligne que si dans la mise au point, l'expérimentation et l'évaluation de cette innovation quelques négociants se présentèrent, « un bien plus grand nombre de chefs d'ateliers sont aussi venus pour le même motif ». L'innovation cesse dans sa description d'apparaître comme une pure irruption due à un génie inventif pour devenir plus incrémentale et plus collective : « les uns trouvaient l'invention passablement bonne ; d'autres la jugeaient inutile, à cause des difficultés très nombreuses que l'on éprouvait alors à les faire fonctionner ; car M. Breton ne s'était pas encore occupé à les perfectionner et simplifier » ; troisièmement, ce chef d'atelier, montre l'absurdité des arguments de Faucher concernant les prud'hommes, et rappelle que cette institution fut créée après l'épisode de l'autodafé relaté par Faucher. Plus fondamentalement, l'ironie du chef d'atelier porte ici sur la méconnaissance profonde d'un Faucher vis-à-vis d'une institution qui est au cœur de la démocratie d'atelier de la Fabrique et dans laquelle l'innovation, technologique ou institutionnelle, est continûment négociée²³.

Dans le numéro du 29 mars 1835 de *L'Indicateur*, une réponse finale est apportée par Léon Boitel, proche de l'opinion républicaine et éditeur de la *Revue du Lyonnais*, au *Vieux solitaire des remparts*. Boitel concède que le récit de Faucher est en

²¹ L'article de Léon Faucher fut reproduit, avec des coupes, dans les numéros de *L'Indicateur* des 8, 15 et 22 février 1835

²² Ces deux mentions ne sont pas reproduites dans les articles publiés dans *L'Indicateur* ; pour ce passage, voir Léon Faucher, « Jacquard », *Revue du Lyonnais*, vol. 1, p. 52-57, p. 52.

²³ « J'avoue cependant qu'il aurait été bien facile à un malin faiseur de nécrologie de me causer de grandes inquiétudes, s'il lui eu pris fantaisie de m'apprendre que dans quelques années, et pour apaiser une grosse émeute populaire, une mécanique semblable à celle avec laquelle je travaillais, serait livrée à toutes les rigueurs d'un autodafé, juridiquement ordonné par un conseil des prud'hommes... Par un conseil des prud'hommes !... Oh ! Que ce conseil des prud'hommes m'aurait fait faire de réflexions. J'avais déjà entendu parler d'émeutes et aussi d'autodafé, quoique d'une manière plus historique ; j'aurais bien pu me figurer un brisement de mécanique ; mais un conseil de prud'hommes ! Jamais je n'aurais pu deviner ni dans quel lieu on devait pêcher les hommes qui devaient être investis de si bizarres attributions. », « au rédacteur », *L'Indicateur*, numéro du 1^{er} mars 1835, p. 2.

grande partie fantasmagorique, notamment concernant l'autodafé ; mais il maintient la thèse de l'immaturité du peuple, et pas seulement autour de 1800 ; « Le peuple, froissé dans son intérêt privé, ne voyait alors dans cette machine qu'une rivale enlevant du travail à ses bras ; il ne calculait pas les avantages immense dont elle devait le doter sous le double rapport de la santé et du bien-être. Et de nos jours encore, n'avons-nous pas vu le peuple de juillet briser les presses mécaniques »²⁴. C'est donc de l'instruction et de l'enseignement d'un certain nombre de hautes lumières, spécialement en politique et économie, que viendra l'assagissement du peuple.

Tout au long de ce débat sur les machines et l'innovation deux opinions se sont heurtées.

Les intellectuels républicains, Pétetin, Chastaing ou Boitel revendiquent la république comme système de gouvernement. Ils apportent au débat, en tant qu'experts, une découverte générale : l'homme raisonnable. L'individualisme, dans ses différentes composantes (économique, politique, culturelle) demeure au cœur de leur vision et leur permet de postuler un nouveau monde industriel que seuls régulent marché et Etat.

Les mutuellistes cherchent de leur côté les moyens de bricoler une idée de la démocratie. Le point de départ est ici l'observation et l'épreuve d'une expérience politique en cours fruit des transactions nées dans le cadre des métiers. Cette expérience peut connaître des difficultés, comme en ce tournant des années 1830, mais les chefs d'ateliers estiment qu'une action collective, sous certaines conditions, peut toujours, au moins à quelques degrés, résoudre cette difficulté et corriger cette évolution. Leur combat en faveur de l'association porte alors sur la liberté d'exister, de s'informer et de prendre voix dans un ensemble continu de débats dont personne, estiment-ils, n'est à même d'anticiper et d'épuiser entièrement les conséquences. Leurs idées et convictions dessinent donc les contours d'une approche en termes de système économique et politique raisonnable plus vaste et plus hospitalière, plus expérimentale, que l'approche fondamentalement individualiste des républicains.

²⁴ Léon Boitel, « Au rédacteur », *L'Indicateur*, n° du 29 mars 1835.